

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY, — PARIS (10°)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

AMNISTIE pour les CONDAMNÉS MILITAIRES !

Le Congrès Socialiste et la faillite des partis

Nous n'entendons pas ici nous joindre à ceux — de droite ou de gauche — qui par intérêt et souci d'électoratisme attendaient avec impatience une dislocation apparente de la S.F.I.O.

Les partis ne sauraient avoir tant de valeur à nos yeux, et nous les rejoints tous sans exception en tant qu'organisations destinées à faciliter la prise d'un pouvoir que nous jugeons néfaste, le gouvernement n'étant pas en mesure de résoudre la question sociale.

Après de vives discussions et d'après échanges de propos, les leaders de ce parti ont fini par trouver un « modus-vivendi » devant permettre à tous de cohabiter dans la même maison. Et bien que le divorce moral entre les deux principaux « courants » soit effectif, on a sauvé les meubles. Le minimalisme sait unir les politiques quand leur place autour de l'assiette au beurre risque de se trouver compromise.

Mais revenons un peu en arrière, pour juger plus sainement. Le parti socialiste fut autrefois d'une certaine combativité, car il était loin du Pouvoir. Il commença d'abord par avoir ses députés, le marxisme estimant que le prolétariat peut évincer à son émancipation en participant à la gestion d'un Etat dont le rôle est de le tenir en laisse. En 1914, ramolli qu'il était déjà par l'action parlementaire, il entra de plain pied dans l'Union Sacrée... Son internationalisme s'évanouissait devant les « nécessités nationales » !

Après 1918, et malgré la scission qui aboutit à la création du parti communiste, le nombre de ses parlementaires alla en augmentant; et enfin en 1936, il était à la direction du gouvernement. Depuis, il

n'a pas cessé d'être un parti de gouvernement (le parti communiste aujourd'hui n'a d'ailleurs plus rien à lui envier...)

Alors qu'il est le gestionnaire de l'Etat, donc de l'économie bourgeoise, il prétend demeurer attaché aux intérêts des classes laborieuses. Il commet l'imposture de forger les chaînes d'un prolétariat qu'il se targue d'être en mesure de libérer ! Il a un pied chez la bourgeoisie et l'autre chez le prolétariat. Position fautive s'il en est, mais inéluctable. Et c'est de là que vient tout le malaise de la S.F.I.O. Les adhérents sincères s'en rendent compte c'est pourquoi les dirigeants du parti, malgré les résolutions finales d'unanimité de façade, ont été désavoués par la grande masse des militants de base.

Dans les PRINCIPES adoptés, il reconnaît « la réalité » de la lutte de classes et rappelle qu'il n'a pas oublié le « socialisme scientifique »; et cependant il pratique la COLLABORATION DES CLASSES, condition première de la conservation du régime capitaliste, dont il constate la malaisance et assure vouloir la disparition. Il déclare — parlant de l'Espagne — que le monde ne sera pas libre « tant qu'un seul peuple demeurera opprimé », et il faut à l'Etat bourgeois un ministre des Colonies. Il précise que « seul un internationalisme constructif apportera des solutions qui, dépassant le cadre national pour aller vers le fédéralisme, permettront la renaissance d'une classe ouvrière majeure, une dans une nouvelle internationale et apte à sa mission historique », mais il se fait l'instrument d'une politique nationaliste à bien des égards et flirte avec le M.R.P.

(Suite page 4.)

LES GRANDES FIGURES DU SYNDICALISME

ÉMILE POUGET

Nous sommes heureux d'être en mesure d'offrir à nos lecteurs cet intéressant document sur Emile Pouget, l'un des fondateurs du Syndicalisme dans ce pays.

Déjà publié en septembre 1931 dans « Plus Loin » (ancienne série), à l'occasion de la mort de Pouget, il vient d'être repris par son auteur, ami personnel du vieux militant syndicaliste, qui y a ajouté des détails pleins d'intérêt pour nos amis.

Pouget est mort à l'âge de 71 ans en 1931. Il ne laissa après lui que des regrets et de la sympathie. Cet homme modeste, qui avait du talent comme écrivain, des goûts artistiques, un sens critique des plus fins, fut en même temps un homme d'action. Au lieu de se contenter d'écrire, il prit part directement à la lutte des syndicats ouvriers contre le patronat et contre l'Etat.

Ce besoin d'activité, il le manifesta de bonne heure, quand en 1893 (il avait alors 29 ans), il organisa avec Louise Michel la manifestation des sans-travail, au cours de laquelle une boulangerie fut pillée.

Condamné à huit ans de réclusion, il passa trois ans à la prison de Sainte-Pélagie; il bénéficia d'une amnistie générale. Il fonda le « Père Peinard » en 1889, rédigé avec une verve que personne n'égala. Il n'était pas le polémiste qui s'attaque grossièrement aux personnes, comme Léon Bloy ou Léon Daudet, il était, ce qui est plus rare, l'ironiste mordant, qui, avec le bon sens du peuple et en langue verte, en argot, s'attaque aux injustices et montre la cupidité des parasites sous leur feinte philanthropie et leur hypocrite moralité. Il démolit le respect des institutions. Son journal eut une grande vogue et toucha un grand nombre de lecteurs. Il prépara ainsi efficacement la diffusion des idées anarchistes.

Pouget, au lieu de se cantonner dans le domaine des idées, au lieu de se fossiliser dans une doctrine intransigente et incompatible avec la vie sociale, prit, en des premiers, l'initiative de participer à la vie syndicale, qui dans les débuts, paraissait liée à l'action politique et parlementaire et tenue en grave suspicion. Il fonda ou il aide à fonder le syndicat des employés. Il apporte son appui à Pelloutier dans la propagande pour l'idée de grève générale et celle d'action directe. Il devient enfin le secrétaire adjoint de la « Confédération Générale du Travail » en 1897, où il s'occupe de la rédaction de la « Voix du Peuple ». Il joue surtout le rôle effacé, mais efficace d'une

sorte d'éminence grise, conseiller intime de Griffuelhes, le plus intelligent des secrétaires confédérés qui se sont succédés à la tête de la grande organisation ouvrière.

A son exemple, et couverts, peut-on dire par l'initiateur de leur aîné, nombre de jeunes anarchistes entrent dans les syndicats et y diffusent des tendances d'indépendance et de combativité : indépendance vis-à-vis du patron ou du politicien, action directe fondée sur la valeur morale des individus et sur leur cohésion, idéal d'affranchissement grâce à l'organisation fédérale et en dehors de l'Etat, etc. A ce point de vue, on peut dire que les anarchistes vivifièrent le mouvement ouvrier et lui inspirèrent la tactique de « self-government ».

Pouget, sans s'être jamais mis en avant, eut, entre tous, une très grande influence sur l'orientation du mouvement. Mais ne le savent guère que ceux qui l'ont connu personnellement, que ceux qui ont apprécié son intelligence et sa très grande valeur.

Désormais à l'été de son côté secrétaire adjoint de la « Fédération des Bourses du Travail ». Il est, peut-être, le seul survivant de l'ancien bureau; et il a toujours milité auprès de Pouget. Il fut un des premiers entraînés par lui dans le mouvement syndicaliste. On ne peut pas se représenter aujourd'hui l'influence énorme qu'avait le « Père Peinard » dans les milieux ouvriers. Sa verve, intelligente et truculente à la fois, plaisait à un public très étendu. L'action de Pelloutier pour affranchir les syndicats de l'obédience aux partis politiques en général et au parti guesdiste en particulier fut grandement facilitée par la littérature de Pouget. Et il a fallu l'obstination de Delesalle, dont l'influence fut continuée plus tard par celle de Charles Desplanques et de Pierre Monatte, pour ouvrir les « Temps Nouveaux » à la propagande syndicaliste. Il a écrit une brochure en faveur du sabotage comme moyen de lutte. Tel qu'il fut, Pouget a eu dans le mouvement anarchiste, lié au mouvement ouvrier, un rôle de pionnier, et ce fut un rôle de premier plan.

LE COLONIALISME au tournant

Cette guerre aura fait bien des ravages. Mais parmi tant de deuils, de destructions, elle aura eu du moins un mérite : celui de compromettre les conquêtes coloniales de tous les impérialismes.

En bouleversant une fois de plus les données de l'économie mondiale, en mettant aux prises, dans les colonies, les différents belligérants, elle a placé les peuples coloniaux en mesure de se rendre compte qu'ils pouvaient se libérer de leurs conquérants.

Dès 1940-41, l'Inde, profitant des embarras de la Grande-Bretagne, commença à secouer les chaînes que celle-ci faisait peser sur elle depuis si longtemps. En 1944, la Syrie, territoire « sous mandat » militairement occupé par la France, demanda son indépendance. Puis c'est l'Indochine qui, à son tour, manifeste son hostilité envers la France pour en arriver à se contenter d'un gouvernement « national ». Alors que la Palestine (où la question raciale n'est pas seule à jouer) veut se détacher de la Grande-Bretagne, l'Algérie revendique, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le libre usage de ce droit. Ici encore la « douce France » (il est prié de plier bagages...)

ailleurs n'est pas suffisant. Les exploiter à des fins commerciales, comme le font certains journaux, ne nous intéresse pas. La relation du crime n'en explique par la raison. Et c'est là ce que nous voudrions expliquer. (Et d'ailleurs, en prenant parti pour un des Etats en cause, un journal ne se fait-il pas le complice de l'oppression ?)

L'Inde a certainement été travaillée par une propagande japonaise savamment orchestrée en vue de porter atteinte à la puissance de l'Angleterre en guerre. Le nationalisme hindou s'en est donné à cœur joie — sentant qu'il avait un soutien (ce n'est pas la Russie qui tentera de l'atténuer).

Le nationalisme syrien a été certainement encouragé par les impérialismes qu'incommodait l'occupation française de la Syrie, où intervenaient vraisemblablement quatre influences différentes : celle de l'Amérique, de la France, de l'Angleterre et de la Russie (celle de l'Allemagne n'ayant joué qu'à retardement).

Dans chacun des conflits coloniaux qui se déclenchent aujourd'hui, ces quatre influences (dont celle de la France est souvent la moins considérable) se retrouvent. Chaque nation qui veut dominer la situation prétend toujours

combat assez faiblement derrière des chefs nationalistes nouvellement sortis dans lesquels il ne voit pas toujours les instruments d'un des impérialismes qui l'oppriment et se font la guerre dans ses murs. Peut-on dire que le Viet-Nam soit, en Indochine soit un élément de libération pour le peuple? Peut-on dire que le gouvernement syrien sera un moyen de libération populaire, et qu'en Algérie ou aux Indes, les candidats hommes d'Etat indigènes soient animés de l'esprit de progrès? Il faut être honnête en se posant une telle question; et y répondre sans arrière pensée, sans avoir peur de la vérité.

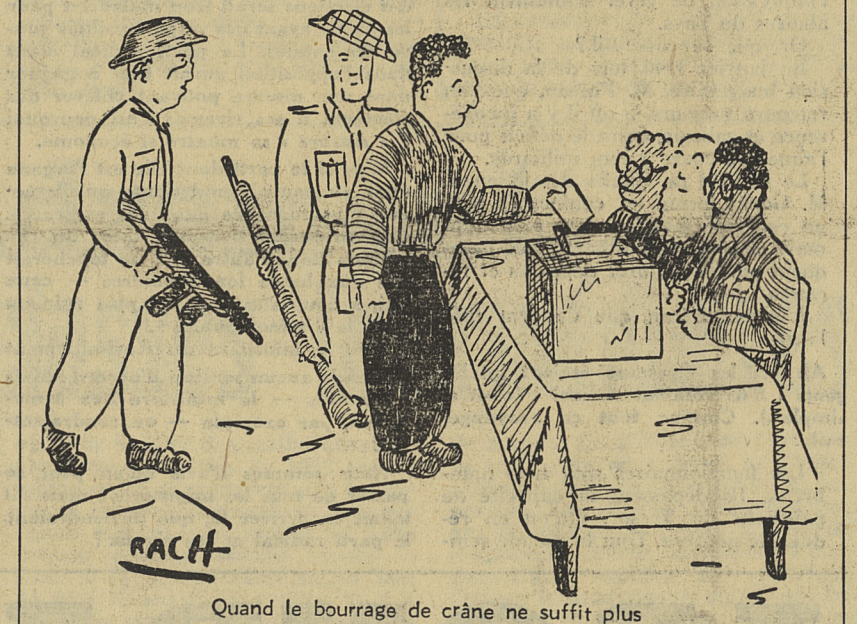
La France et l'Angleterre sont des nations qui ont opprimé des millions d'êtres humains pour le plus grand bien d'industries qui voulaient : ou des débouchés, ou de la main-d'œuvre non marchée, ou de la matière première. La Russie et les Etats-Unis tendent à devenir, à leur tour, colonialistes — bien que bien que dominant à la conquête de colonies des aspects subtils (comme le référendum, par exemple). Les peuples opprimés ont raison de ne pas accepter la domination qu'on veut leur imposer.

Mais il y a cependant quelque chose qui nous heurte, dans tous ces mouvements que nous aimerions pouvoir considérer comme des élans libérateurs. Trop souvent — voir l'Indochine ou l'Inde — le peuple opprimé se révolte contre l'occupant « étranger » et accepte de se battre pour la plus grande gloire d'un « gouvernement national » en vue de la constitution d'un Etat. Mais cette combativité ne cherche pas la libération économique; elle tend seulement au remplacement de ceux qui pratiquent l'exploitation et vivent de la sueur du peuple. Ainsi nous voyons trop souvent la population changer de maîtres sans que changent ses conditions de vie. Qu'importe le pavillon national de celui qui opprime ? Ce que nous retons et haïssons dans tout cela, c'est l'oppression. Et si nous constatons avec satisfaction les défaites des vieux impérialismes en matière coloniale (il est toujours appréciable, pour nous, que le pouvoir soit mis en difficulté), c'est néanmoins avec amertume que nous enregistrons en même temps qu'à un patriotisme, un autre se substitue.

Le nationalisme et l'impérialisme changent de couleur. Mais l'exploitation est toujours là. Autant dire que rien n'est fait. La libération des peuples ne peut être que l'œuvre des peuples eux-mêmes — et non celle des dirigeants. Peuples coloniaux, souvenez-vous de cette vérité — trop oubliée dans la métropole. Et sachez que les anarchistes seront toujours à vos côtés contre tous ceux qui voudraient vous asservir. Constituez des groupes anarchistes et venez renforcer notre action.

Et comment ne pas songer, ici encore, au bon sens de Lafontaine, lorsqu'il affirme : « Notre ennemi c'est notre maître ! »

LES ELECTIONS GRECQUES



Quand le bourrage de crâne ne suffit plus

On a pu remarquer qu'au Libertaire, nous n'avons pas, à proprement parler, mené de « campagnes » chaque fois qu'un scandale a éclaté dans ce domaine. La question coloniale mérite mieux que des titres publicitaires pour le nationalisme à la petite semaine; elle se présente aujourd'hui sous un aspect qu'il ne faut pas négliger. Constatons l'horreur des crimes de la Grande-Bretagne au Indes et en Palestine, ceux de la France en Syrie, en Algérie ou

agir au nom de la liberté et du bien-être du peuple intéressé en combattant la cruauté des méthodes d'occupation de ses rivaux. Mais les méthodes de l'une ou de l'autre ne diffèrent pas sensiblement. Quant au peuple intéressé (première question), c'est évidemment le peuple indochinois comme exemple, il est souvent — pour ne pas dire toujours — hors du conflit. Il n'est là que pour fournir les hommes de troupes lorsqu'il y a effusion de sang. Ayant beaucoup souffert, étant mal informé, il

DALADIER
ennemi du peuple

AU PAYS des impuretés

Ce n'est un secret pour personne... Les services parisiens de la voirie ne sont pas à la hauteur de la situation.

Loin de nous l'intention de jeter la défaillance sur les employés de l'administration qui à pour objet l'enlèvement des immondices.

Ils sont admirables de travail et de bonne volonté. Malheureusement, ils perçoivent un salaire de misère et utilisent un matériel déseu, voire inutilisable.

En outre, une certaine catégorie d'individus — des paltoquets, il va sans dire — affecte sur eux des airs de supériorité s'apparentant fort au mépris. Alors, fatalement, les honnêtes travailleurs en question ne mettent pas de cœur à leur ouvrage et se contentent de s'acquiescer du strict minimum.

Ils donnent une somme de travail proportionnelle à leur traitement, et c'est logique. Qui donc pourrait leur en tenir rigueur ? Tant pis pour nous; bien fait pour nous si sur la voie publique il reste des monceaux d'ordures.

Et il en reste, c'est indiscutable.

Sur le quai d'Orsay, par exemple, à quelques pas du pont de la Concorde, existe depuis bien longtemps un immense dépôt de fange méphitique. La Chambre des députés. Comme l'on n'en ignore pas, les voiries sont habituellement situées assez loin des agglomérations, ceci afin d'éviter que les effluves exécrables qu'elles émanent ne viennent incommoder les narines sensibles.

La Chambre des députés est une exception à la règle. Elle se trouve en plein cœur de Paris et, les moceaux de viande avancée que les « citoyens » français, avec une persévérance contraire à leur tempérament versatile, y

déposent à chaque vote, menacent d'empoisonner l'atmosphère de notre ville.

A certaines périodes de l'année, en raison de la température excessive, l'odeur qui s'en dégage est telle que malgré les difficultés financières les plus tyranniques, les pauvres Parisiens quittent la capitale pour éviter le haut-le-cœur.

(Suite page 3.)

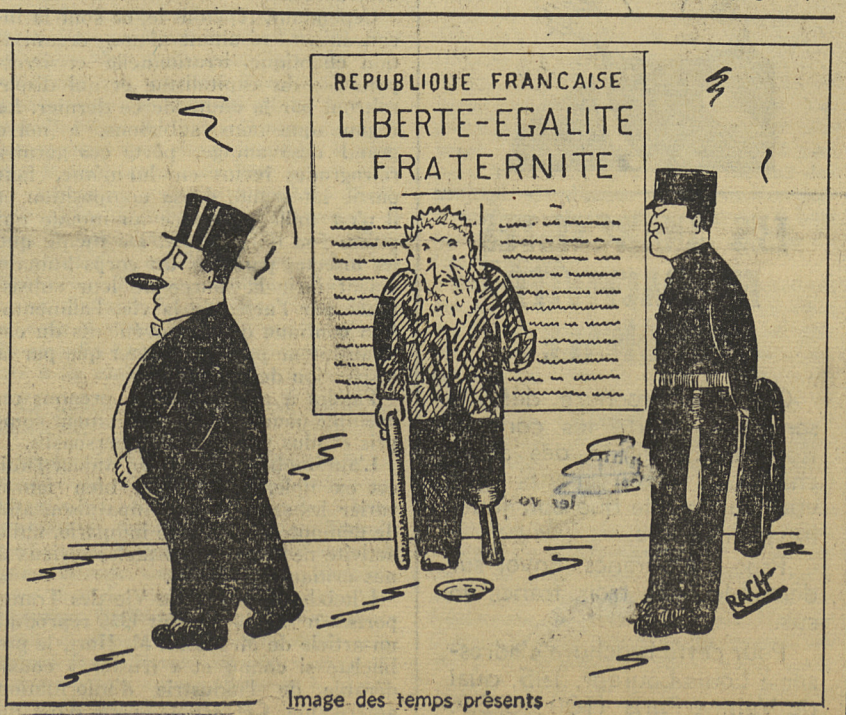


Image des temps présents

PLÉBISCITE EN GRÈCE

Petites causes... et grands effets

D'après les premières nouvelles, le plébiscite grec donnerait environ 65 0/0 des votes en faveur du retour à la monarchie. Si, dans les villes, les résultats sont moins importants (52 0/0 environ), ce sont les campagnes qui entraînent la majorité.

Comme il se doit, le plébiscite grec est interprété par les grandes puissances comme une indication précieuse de la politique extérieure que suivra le futur gouvernement. Dans la circonstance, c'est un point marqué par les Anglo-Saxons. La partie adverse : Moscou, proclame et fait proclamer que le vote a été truqué et que les électeurs ont été l'objet de pressions et de terreur de la part des monarchistes soutenus par la présence de 50.000 hommes de l'armée anglaise; on remarquera que les mêmes griefs ont été invoqués par les Anglais et Américains lors des élections en Pologne, Autriche et tous autres pays soumis à la présence de l'Armée Rouge.

Le roi Georges de Grèce va donc réintégrer et prendre la direction politique de son pays; notons, en passant, qu'il soutient la dictature du général Metaxas et que si actuellement, à Londres, on le conseille pour une politique démocratique et constitutionnelle, rien ne prouve que les événements, par la suite, lui permettront de s'en tenir à ces conseils.

Il faut, en effet, envisager que le retour à un gouvernement régulier posera la question du retrait des troupes anglaises, lesquelles s'étaient installées en Grèce au moment des troubles qui suivirent la libération de ce pays, afin d'y maintenir l'ordre et de faire la police avec tanks, auto-mitrailleuses et bombardements aériens. Une fois ces troupes retirées, les éléments révolutionnaires communistes ne vont-ils pas tenter de reprendre la lutte ? Le Gouvernement sera-t-il en mesure de maintenir l'ordre ? La Grèce a encore d'autres raisons d'inquiétude. Le différend albanais n'est pas réglé et, dans les Balkans, ces difficultés se règlent souvent par des épreuves de forces, derrière lesquelles les grandes nations intéressées font tout leur possible pour envenimer les choses. La

Grèce est un point d'appui sérieux en Méditerranée, les îles du Dodécanèse peuvent être utilisées au cas où le règlement de la question des Détroits deviendrait par trop aigu.

A ce sujet, notons sous toutes réserves ces nouvelles. Viktorov a déclaré à la Radio soviétique : « Il est hors de doute que l'Angleterre et l'Amérique fournissent actuellement des armes et du matériel de guerre à la Turquie. » L'Amirauté britannique annonce que 12 à 16 navires quitteraient Malte le 18 septembre pour une croisière en mer Egée avec escale dans les ports grecs. Enfin, le contre-amiral Cassady, de la Marine américaine, a confié à un journaliste italien que le « Franklin-Roosevelt », en visite d'amitié en Méditerranée, transportait des armes secrètes à bord et que 123 avions étaient prêts à appareiller. Comme on le voit, la situation s'éclaircit et Molotov, qui va rentrer de Moscou où il est allé prendre les instructions de son gouvernement, pourra reprendre sa place, dès la fin de cette semaine, à la conférence préparatoire des traités de paix et nous sommes bien obligés d'y croire puisque le général Clay a déclaré à l'Associated Press : « Matériellement, le désarmement de l'Allemagne est total. »



Vous objecterez peut-être que les autres nations armées jusqu'aux dents, pourraient désarmer... Oubliez-vous que ce sont des pays pacifistes qui ne constituent aucun danger de guerre et n'ont pas comme l'Allemagne le désir de diriger le monde ?...

PHILANTROPIE ET MERCANTILISME du capitalisme américain

L'exemple du coton américain et des procédés employés pour sa vente peut servir à l'édification de ceux qui pensent que le capitalisme des Etats-Unis, étant plus jeune et plus dynamique que celui d'Europe, a certaines raisons valables d'exister en dépit des faits révolutionnaires qui ébranlent le régime mondial existant. L'étude de ces procédés montre l'identité des moyens et la carence des deux capitalismes en particulier, de tous les capitalismes nationaux en général.

Nous pensons donc fort utile et constructif de l'entreprendre.

Pléthore américaine

La récolte nationale a atteint, pour la saison 1945-46, un peu plus de 9 millions de balles. Le stock résultant des reports successifs des années précédentes, dont l'écoulement fut gêné par la guerre, était de 20 millions de balles. Les U.S.A. se sont donc trouvés, à la fin de la saison dernière, devant l'obligation de liquider au plus tôt le trop abondant stock de 29 millions de balles. A cette tâche, primitivement jugée irréalisable par les experts, venait se greffer l'ombre de la récolte 1946-47, estimée en ce moment à près de 9.300.000 balles. Cependant, la saison s'achève avec un report — non compris évidemment la récolte 1946-47 — de 7.600.000 balles. Le capitalisme yankee a donc réussi à placer la plus grande partie de son stock monstrueux.

Consommations intérieure et extérieure

Les filatures américaines ayant absorbé 9.250.000 balles, les ventes à l'extérieur s'élevèrent donc à 12.150.000 balles, compte tenu du report. Soit une consommation intérieure, au regard du stock, de près de 32 0/0 seulement contre près de 42 0/0 représentant les ventes à l'étranger, ou, en d'autres termes, une vente extérieure supérieure de 32 0/0 à celles des ventes intérieures.

Prix de vente trop élevé

L'appoint des ventes à l'étranger est donc prépondérant et cela malgré le prix de vente du coton plus élevé que celui des autres pays producteurs, auquel il faut joindre une qualité en général inférieure. Le coton américain était coté, fin saison, à environ 300 0/0 de celui des cours moyens d'avant guerre. Pour bien se faire une idée de cet handicap par rapport à la concurrence étrangère, sachons que le coût de la vie aux Etats-Unis était en augmentation — juin 1946 — de 30 0/0 à celui d'avant guerre. Ajoutons-y les 30 0/0 supplémentaires, dus à la liberté des prix durant 26 jours, et nous aurons une augmentation d'un peu plus de 60 0/0 sur le coût général des produits contre 200 0/0 pour celui du coton ! Cet handicap fut amorti, dans une cer-

taine mesure, par la continuation de la subvention accordée aux exportateurs, qui demontre, entre autres, la démagogie des politiciens de Washington exigeant dans les accords internationaux — dont les accords Blum-Brynes — la suppression des entraves au commerce international et continuant par eux-mêmes à se servir de méthodes qu'ils reprochent pour les autres. Cette hypocrisie est aggravée par le chantage aux transports maritimes. Les U.S.A. disposent — en effet — de 61 0/0 du tonnage maritime sillonnant les océans et empêchent ainsi les pays concurrents du coton, le transport de cette matière par suite du manque de navires nationaux, d'une part, et, d'autre part, par la répugnance fortement marquée — et pour cause — des Compagnies maritimes américaines à charger et transporter le coton concurrent.

Philanthropie intéressée...

Mais cette subvention et la suprématie maritime n'eussent évidemment pas été suffisantes pour permettre l'éparpillement du coton impressionnant. Aussi, le capitalisme américain a-t-il eu recours à ces procédés qui, grâce à une façade habilement teintée de philanthropie, a permis à nos innombrables députés de lui voter des remerciements éperdus. Le montant des crédits octroyés aux pays étrangers pour l'achat exclusif du coton américain se montait à 100 millions de dollars au mois de mai. Depuis cette épo-

(SUITE PAGE 4.)

L'affaire Passy

Le colonel Devavrin vient d'être radié de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. Il s'en tire à bon compte d'ailleurs. Pourtant le colonel demande à passer devant un tribunal. Un certain Picard de l'« Epoque » intervient dans le même sens et déclare :

« Nos ministres n'ayant rien à nous donner à manger, ne cherchent-ils pas une diversion en jetant en pâture à une opinion irritée, l'honneur d'un colonel, dont on peut se demander si en le saluant, certains n'essaient pas d'élabousser une figure plus haute ? »

Après cet officier qui ne mange pas à sa faim, il y a le journal « Daily Worker » dont le correspondant à Paris révèle ou invente un réseau « Mitthridate » ayant des ramifications jusque chez Franco, dirigé par des militaires. Il y a de Gaulle...

Sommes-nous à l'aube d'une nouvelle affaire Dreyfus ?

PROBLEMES

ESSENTIELS

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

La coopérative de consommation dans la commune libre

Nous l'avons déjà dit souvent, la consommation dans la Commune Libre de demain jouera un rôle primordial dans l'organisation de la production. Quand nous disons « consommation », nous ne prétendons pas que l'achèvement du Fédéralisme Anarchiste permettra à chacun de ne plus vivre que pour consommer, manger, boire, dormir et user des loisirs de son choix.

Bien que nous sachions les immenses possibilités de production dans une société où la science sera mise au service du bien-être commun, nous entendons par PRIMAUTE DU CONSOMMATEUR sur le travailleur, la constatation de ce simple fait : Si, pour des raisons d'âge ou de santé, l'individu n'est pas forcément en état de travailler, de produire (il peut être trop jeune, trop vieux ou infirme), il est malgré cela, et EN TOUT TEMPS, dans l'obligation PHYSIOLOGIQUE de consommer.

Le premier besoin de tout être vivant est de CONSOMMER. La fonction de producteur (de travailleur) ne s'accomplit que par le fait de satisfaire les BESOINS. On peut être dans l'incapacité de travailler — donc de produire — qu'on en demeure pas moins un consommateur. Par contre, on est toujours dans l'impossibilité de VIVRE SANS CONSOMMER, la fonction de CONSOMMATEUR se confondant avec la VIE.

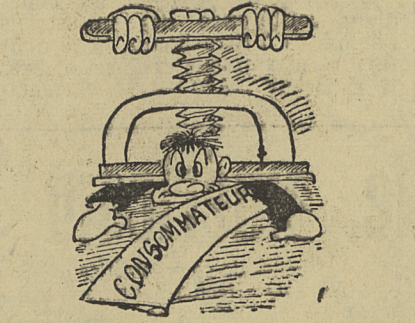
C'est pourquoi, dans la Commune Libre où l'économie, infiniment plus humaine que celle d'aujourd'hui, aura pour objet de permettre à tout le monde de vivre au sens le plus digne du mot, la coopérative de consommation jouera un rôle de premier ordre. On ne saurait minimiser la place qu'occupent, dans l'organisation fédérale, les coopératives de production (aujourd'hui syndicats), groupements de travailleurs en activité qui seront autrement appropriés aux nécessités d'une économie communautaire, comprise que ne le sont le patronat ou l'Etat. Mais, comme nous le verrons tout à l'heure, et pour les raisons développées plus haut, les organisations de consommateurs seront pour elles d'un concours précieux.

La coopérative de consommation de demain ne saurait être comprise comme celle d'aujourd'hui. Cette dernière a pour objet de permettre aux consommateurs associés (aux « clients ») d'obtenir les denrées dont ils ont besoin à des prix plus avantageux qu'il n'est possible de se les procurer dans les autres établissements commerciaux. Mais la notion de COMMERCE y subsiste. Les « coopérateurs » n'influent pas sur la production, ne poussent pas à la fabrication de tel produit plutôt que de tel autre. Ils ne peuvent influer que sur les prix. La coopérative de consommation actuelle n'est donc qu'une forme COMMERCIALE de l'échange et non le régulateur d'une distribution effectivement et équitablement organisée. Le volume des achats qu'il fait le consommateur est subordonné à ses possibilités financières, donc à sa position sociale. Et, en régime capitaliste, il ne saurait en être autrement.

Dans la Commune Libre, la notion commerciale aura disparu. Et l'établissement commercial d'aujourd'hui qu'est le MAGASIN DE DÉTAIL deviendra un véritable CENTRE DE DISTRIBUTION, lequel desservira un nombre d'habitants (de consommateurs) qu'on ne pourrait prétendre déterminer à l'avance, car ce seront les intéressés qui le fixeront en tenant compte des com-

modités. Son champ d'action sera donc soumis à la densité populaire et à l'étendue du quartier ou de la commune.

Les consommateurs (nous dirions aujourd'hui les clients) se servant dans un même centre de distribution — ou magasin — se groupent entre eux, consommeront leur coopérative de consommation. C'est par cette association qu'ils coopéreront à une distribution et



à une répartition aussi équitable que possible de la richesse commune. Ce sont eux qui, intéressés directement à la gestion de leur centre de distribution, veilleront à son bon fonctionnement. Dans leurs assemblées périodiques, ils délibéreront à ce sujet. C'est à la production (c'est-à-dire aux organisations de travailleurs en activité) qu'aujourd'hui les syndicats s'adressent pour trouver des gestionnaires et tout autre personnel compétent.

Le contrôle permanent des consommateurs sur leur centre de distribution pourra s'exercer de deux manières : d'abord par eux-mêmes dans ce qui sera des tâches pratiques ; ensuite par leur Conseil d'Administration, qui pourra à tout moment demander l'état de la gestion. Ce conseil d'administration — dont les membres seront révoquables en tout temps — sera désigné par l'assemblée générale du centre. (Bien remarquer que le conseil d'administration de la coopérative n'a rien de commun avec les gestionnaires et le personnel du centre de distribution. Alors que ceux-ci ont à exécuter une tâche bien déterminée, le conseil de la coopérative, lui, n'a qu'à veiller à l'exécution de cette tâche. En plus de la demande directe des con-

sommateurs dans leur magasin, un autre guide interviendra dans l'orientation à donner à la production — et ce sera le plus sûr : l'assemblée générale des coopérateurs, au cours de laquelle tous les membres de la coopérative feront connaître les besoins avec précision en demandant, le cas échéant, que tel produit soit fabriqué de telle manière plutôt que de telle autre pour des raisons pratiques ou d'hygiène.

Les centres de distribution et leurs coopératives de consommation se grouperont entre eux dans le cadre de la commune, de la région, etc. Il y aura donc des unions locales, régionales et interrégionales de consommateurs. Ces unions permettront de connaître les besoins de l'ensemble de la population à tous les échelons.

C'est dans des décrets que s'approprieront les coopératives ; et les organisations de consommation étant reliées organiquement à celles des producteurs à tous les échelons par le canal des conseils économiques locaux, régionaux et interrégionaux, le travail s'en trouvera grandement facilité. Dans tous les domaines de la production, les organisations de travailleurs connaîtront ainsi les besoins exacts de la population. Nous arrivons, par ce système, à une répartition aussi équitable que possible des produits ainsi conformes que possible aux besoins exprimés par le peuple.

La production, tant industrielle qu'agricole, n'est plus actionnée par le profit (l'accumulation individuelle du capital), mais par les besoins exprimés. Le rôle du commerçant disparaît devant cette organisation essentiellement populaire. L'Etat (tout comme le patron) n'y a plus sa place. Qu'y viendrait-il faire en présence de la Fédération des Consommateurs ?

ERRATUM. — Dans notre numéro du 20 août, dans cette même rubrique, article : « Le trotskysme est bien le frère du stalinisme ». Dans le 1^{er} alinéa, une erreur de composition nous a fait dire « Libertaire du 2 août » au lieu de « Libertaire du 9 août ». Troisième colonne, premier alinéa : Si des pers. socialistes comme « Frédéric Monnet » ont pu REVIVRE ». C'est VIVRE qu'il fallait lire.

viennent de publier des statistiques qui, comparées à celles de 1936 sur le même sujet, démontrent que les revenus totaux des salariés ont baissé de 25 % en 1936. Les revenus totaux des salariés, environ 200.000 francs — vont à 47 % des familles au lieu de 81,5 % avant la guerre. Il y a donc un progrès certain vers une élévation du standard de vie pour les classes les plus déshéritées qui aspirent à une amélioration de leurs conditions.

Les revenus moyens — entre 2.000 et 4.999 dollars — vont à 45 % des familles au lieu de 16 % avant la guerre. Les bénéficiaires en étaient les classes intermédiaires : professions libérales, commerçants, etc. — et leur augmentation doit provenir d'une part d'un contingent de salariés — soit par suite de leur départ de la classe sociale dans laquelle ils étaient parqués, soit grâce à l'élévation de leur taux de rémunération — et, d'autre part, et cela dans des proportions certainement plus fortes, par la compression des hauts revenus pour des raisons diverses et nombreuses. La prolétarisation générale s'accroît visiblement et l'aplatissement des classes, conduisant à une certaine communauté de vues, d'idées et de but doit sonner le glas du régime.

Par contre, les revenus élevés — 5.000 dollars et au-dessus — augmentent de 9 % des familles au lieu de 2,5 % en 1936. Cette augmentation accentue la ligne de démarcation des classes. D'un côté un nombre élevé d'hommes ne disposant que

Congrès socialiste

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Toutes les résolutions prises démontrent dans quelle impossibilité il se trouve de concilier les aspirations de liberté — voire l'idéalisme — d'un grand nombre de ses militants avec les dégradantes nécessités du pouvoir.

Quant à cette partie de la base, qui n'a pas perdu l'espoir en un avenir meilleur et n'est pas entièrement dégoûtée par tant de charlatanisme, elle cherchera en vain, dans ce parti comme dans n'importe quel autre, la remise à la crise dont elle souffre. Chaque parti porte en lui les germes de sa propre dégradation. La politique transforme les hommes, les corrompt... Le pouvoir les perd... Mais le plus grave dans la politique est qu'elle endort les masses. Et le Congrès socialiste n'a fait que confirmer nos dires. Ce n'est pas de l'action politique que les opprimés doivent attendre leur libération, mais de l'action directe révolutionnaire, de la GREVE GÉNÉRALE EXPROPRIATRICE. Cela, le Congrès socialiste ne l'a pas dit — car ce serait l'arrêt de mort du Parti.

CEUX qui s'en vont

BOSO AMERIGO

C'est avec tristesse que nous venons d'apprendre la fin tragique de notre camarade Boso Amerigo. Né en Italie en 1904, militant anarchiste dès son jeune âge, il connut la prison et les péripéties de la chasse à l'homme. Pour échapper à la vindicte fasciste il vint se réfugier à Thonon-les-Bains en 1930, où il continua la lutte malgré les persécutions et les vexations policières.

En 1937, il prit part à la révolution espagnole en combattant sur le front d'Aragon. Arrêté en 1940 par la police, docteur aux ordres de Mussolini, transféré en Italie condamné à cinq ans de réclusion. C'est dans l'île de Ventotene (dans le golfe de l'Italie) que la chute du régime fasciste, en 1943, le fit libérer. Il reprit aussitôt la lutte et s'engagea dans une formation de partisans. Quelques mois plus tard il était de nouveau arrêté et interné au camp de concentration de Bolzano.

Déporté en Allemagne le 20 décembre 1944 nous étions sans nouvelles depuis. Boso était un excellent camarade, très dévoué, ardent révolutionnaire, toujours à la pointe du combat. Il lutta toute sa vie pour l'émancipation du sort des travailleurs. C'est une grande perte que nous éprouvons dans sa disparition.

Toute notre sympathie affligée à sa digne famille.

DARROT, de GIROUX (Puy-de-Dôme)

Les organisations politiques de gauche de Giroix ont inauguré le dimanche 1^{er} septembre — une plaque commémorative apposée sur l'atelier du compagnon Pierre DARROT, déporté et libéré à Mauthausen en février 1945.

A cette manifestation — qui ne fut pas provoquée par les éléments libertaires de la région — notre délégué de la section du Centre est venu apporter à la famille de DARROT l'expression de notre souvenir sincèrement ému ; il a tenu à souligner que Pierre DARROT, anarchiste convaincu, est tombé victime de ses adversaires : le fascisme et l'autoritarisme international, l'élan de ses idées généreuses débordant les limites étroites de la politique des partis et des frontières nationales.

En opposition à ces sens certains groupements politiques croyant devoir donner à cette réunion, le maire d'Ollignier a objectivement retracé l'existence militante de notre regretté compagne. La mémoire de DARROT restera présente parmi les militants régionaux qui redoubleront d'efforts pour le triomphe de notre idéal.

L'ALLEMAGNE les réparations et le patriotisme

M. Walker, délégué de l'Autriche à la Conférence des « 21 » a proposé, le lundi 26 août à la Commission Economique pour les Balkans et la Finlande, que les réparations dues par l'Allemagne au titre des « réparations de dommages de guerre » fussent payées en devises et non en nature.

Quelque nous ayons déjà démontré l'impossibilité absolue des paiements allemands, nous croyons utile d'y revenir afin de définir d'avantage et de clarifier notre point de vue à la lumière de l'actualité.

LES REPARATIONS IMPOSSIBLES !

Les réparations en nature (productions diverses, main-d'œuvre, etc.), considérées comme dédommagement total et réel des dévastations causées par la guerre, s'avèrent impraticables par suite de l'étendue même des dégâts et de l'ampleur des reconstructions. Aucune puissance économique au monde n'est capable, à elle seule, d'y suffire, que ce soit pour la reconstruction elle-même ou pour son financement.

A plus forte raison l'Allemagne qui, si nous en croyons M. E.-D. Thomas, sénateur et président de la Commission des Affaires Militaires du Sénat américain, a perdu 25 % de son potentiel économique du fait des bombardements aériens alliés. Il est donc évident qu'il faudrait tout d'abord restaurer l'industrie allemande AVANT LES INDUSTRIES ENDOMMAGÉES DES VAINQUEURS, pour lui permettre de satisfaire aux demandes des seules réparations. Encore le niveau rétabli du potentiel économique ne serait-il pas suffisant et



faudrait-il créer une économie allemande de DIX FOIS SUPÉRIEURE !

Mais l'on engendrerait alors une psychose guerrière alarmante : les guerres modernes ont comme moteur moral une confiance absolue du peuple dans la suprématie économique sur les capacités de production du futur ennemi. L'on augmente considérablement et proportionnellement les possibilités allemandes, en maintenant les potentiels des pays voisins dans leurs états actuels, il est aisé de prévoir des années guerrières des industriels allemands et la poussée — alimentée, exacerbée par le capitalisme germanique — d'un esprit de revanche de la part du peuple allemand, une fois plus abusé. L'effacement du potentiel de Reich, nécessaire, est donc à la production pour les réparations, heurte ainsi nettement les notions de SECURITE actuelles.

Les réparations en nature doivent logiquement avoir comme contrepartie une exportation de devises abondante pour pouvoir aux besoins de devises, afin de payer les matières premières de provenance étrangères, nécessaires à la cession des produits industriels et autres. Il est donc indispensable de créer des débouchés extérieurs assez étendus à l'économie allemande, de créer ainsi une concurrence qui, précisément fut à l'origine de la guerre et pour la suppression de laquelle les capitalistes rivaux ont accumulés tant de deuil et de ruines. L'appui de clients étrangers, avec les relations, amitiés, habitudes et alliances qui en découlent, aggraverait davantage ce malaise déjà très pénible qui plane sur le problème —

actuellement insoluble — de la SECURITE.

Les réparations en devises, demandées par M. Walker n'éliminent ni les conditions, ni les dangers exposés et-dessus, il s'en faut de beaucoup. Elles aggravent même le problème, car en plus des répercussions consécutives au paiement en nature elles posent la difficile et épineuse question des sources de devises. Or l'Allemagne, en effet, peut-elle se procurer cet or nécessaire ? Il va de soi qu'il ne peut venir que des Etats vainqueurs, auquel cas nous assisterions à ce paradoxe étonnant d'un pays vaincu rétribuant les nations vainqueuses grâce à l'appui financier exclusif et total de ces dernières !

Mieux encore ! Comme pour la reconstruction du potentiel économique allemand, la défense du mark et le financement des travaux devraient passer en priorité, devant les exigences et conditions cependant impérieuses de nombre de pays vainqueurs, mais ruinés et détruits ! Il va de soi que l'apport

de devises par les Alliés à l'Allemagne ne peut provenir que des Etats-Unis (seul pays allié détenteur d'une pléthore d'or), et exige, évidemment, l'octroi de certaines garanties de l'Allemagne aux U.S.A. Et c'est ici que réside tout le secret de la manœuvre du délégué américain, lequel, commis, dans son zèle intempestif, un fameux pas de clerc, qui déconvoit tout le pot-aux-roses déjà dénoncé à cette place d'ailleurs.

Les contre-parties des emprunts américains de devises se baseront forcément sur les possibilités et la certitude du remboursement et du paiement des intérêts. Ceci suppose donc un emploi PRODUCTIF des sommes prêtées, leurs utilisations utiles, ou en termes moins généraux, l'investissement massif DES CAPITAUX AMERICAINS DANS LES INDUSTRIES — CLEFS DE L'ALLEMAGNE. Cet apport de devises accablées le potentiel économique de ce pays, fera renaitre

(Suite page 4.)

ALERTE AUX MERES !

Depuis 6 ans, vous avez souffert parce que vos enfants manquaient du nécessaire, parce que l'angoisse des bombardements surmenait leurs nerfs fragiles.

Aujourd'hui, dans une proportion de 75 % pour certains villages, vos enfants sont déficients, et vous comptez sur la visite médicale ou le passage à la radio pour vous renseigner sur leur état de santé.

Si celui-ci semble bien organisé, apprenez que le plus souvent la visite médicale est devenue une escroquerie si l'on songe à l'argent versé par les communes, un crime quand on pense que certaines d'entre vous, se fient au « rien à signaler » d'un docteur dépourvu de conscience professionnelle.

Sachez que dans une école de campagne 70 élèves ont été visités en 1 h 1/4, un instituteur pesait et mesurait les enfants, un autre inscrivait les résultats, tandis que le médecin regardait la gorge.

Sachez que certains enfants évaqués ne s'étant pas présentés pour une visite médicale, le docteur inscrivait quand même sur leur fiche « bon état général ».

Mais l'on engendrerait alors une psychose guerrière alarmante : les guerres modernes ont comme moteur moral une confiance absolue du peuple dans la suprématie économique sur les capacités de production du futur ennemi.

L'on augmente considérablement et proportionnellement les possibilités allemandes, en maintenant les potentiels des pays voisins dans leurs états actuels, il est aisé de prévoir des années guerrières des industriels allemands et la poussée — alimentée, exacerbée par le capitalisme germanique — d'un esprit de revanche de la part du peuple allemand, une fois plus abusé. L'effacement du potentiel de Reich, nécessaire, est donc à la production pour les réparations, heurte ainsi nettement les notions de SECURITE actuelles.

Les réparations en nature doivent logiquement avoir comme contrepartie une exportation de devises abondante pour pouvoir aux besoins de devises, afin de payer les matières premières de provenance étrangères, nécessaires à la cession des produits industriels et autres. Il est donc indispensable de créer des débouchés extérieurs assez étendus à l'économie allemande, de créer ainsi une concurrence qui, précisément fut à l'origine de la guerre et pour la suppression de laquelle les capitalistes rivaux ont accumulés tant de deuil et de ruines. L'appui de clients étrangers, avec les relations, amitiés, habitudes et alliances qui en découlent, aggraverait davantage ce malaise déjà très pénible qui plane sur le problème —

Et le plus fort, c'est le gouvernement... En apparence évidemment car, si toute la population se dressait contre lui.

Ce qui anime les pouvoirs publics dans cette histoire de barrage, c'est moins le désir de pourvoir la France en électricité que

ral ». « Ils ne sont pas malades, n'est-ce pas ? » demanda-t-il simplement aux mères.

Sachez enfin que dans une école de ville un enfant atteint de scoliose devait partir en préventorium : le docteur n'eut pas le courage d'inscrire quelques mots pour prévenir les parents. Imaginez les conséquences si l'enfant qui avait saisi au vol quelques mots de conversation n'eût averti son père.

Vous connaissez maintenant la vérité. Créez un puissant mouvement d'opinion contre cette situation. Que la commune puisse choisir un docteur consciencieux, que celui-ci consacre effectivement dix minutes par élève, qu'il ne se contente plus de renvoyer les enfants au « médecin de la famille » mais indique le traitement à suivre !

Ne pourrions-nous créer un corps de médecins-éducateurs spécialisés, surveillés par des médecins-inspecteurs ? Beaucoup d'argent sera nécessaire, mais la France qui dépense des centaines de millions pour construire des tanks modernes (2) ne peut se permettre le luxe de protéger d'une manière efficace la santé de ses enfants.

Contre une nouvelle formule de déportation

Défense des habitants DE TIGNES

Le différend qui oppose les pouvoirs publics aux habitants du village de Tignes n'est pas près de son dénouement car, si ceux-ci ont la tête dure, ceux-ci ne l'ont pas moins.

Ils l'ont nettement démontré en sabotant avec merveille le matériel neuf du barrage que l'on veut substituer à leur pays et en permettant de le saboter au fur et à mesure de son remplacement.

Qui l'emportera en définitive : les pouvoirs publics ? Le village de Tignes ?

Nul ne saurait le présager. Cependant il est possible d'avancer que dans cette bagarre comme dans toutes, les bagarres, la raison du plus fort risque une fois encore d'être la meilleure.

Et le plus fort, c'est le gouvernement... En apparence évidemment car, si toute la population se dressait contre lui.

Ce qui anime les pouvoirs publics dans cette histoire de barrage, c'est moins le désir de pourvoir la France en électricité que

celui de mettre en relief la médiocrité de quelques pâles ingénieurs et techniciens.

De placer quelques petites copines, quelques petits copains. D'instaurer un nouveau trust qui remplacerait avantageusement ceux que l'on prétend avoir anéantis.

Exploiter outre la puissance hydraulique, la puissance de l'homme, si modique de prix, si abondante. Et les Tignards le savent bien qui s'insurgent contre la décision ministérielle, qui refusent avec une opiniâtreté singulière de laisser engloutir leur pays sous les eaux.

Les habitants de Tignes s'efforcent de lutter contre l'iniquité gouvernementale, mais seuls... La France tout entière reste indifférente.

Certes, quelques bonnes âmes les plaignent beaucoup. Mais la compassion ne suffit pas à guérir de pareils maux.

C'est bien loi d'être sensible et d'éprouver de la peine devant des gens qui reçoivent des coups, ça fait mal. Mais moins que de les recevoir. Or, les Tignards reçoivent en ce moment des coups terribles, on le déplore, c'est tout.

Ca rappelle fâcheusement la belle époque où en face du spectacle immonde de policiers français entraînés d'arracher les Israélites de leur foyer pour les remettre aux autorités nazies, on avait une larme à l'œil.

Bien sûr il y avait les plaines des Juifs, mais ça ne nous coupait pas l'appétit, et si par hasard ça le contrecarrait on se rattrapait le lendemain en mettant les bouchées doubles.

Et les Juifs étaient en route pour la mort.

Qui osera prétendre que l'ensemble des Français s'est opposé à ces déportations barbares est un menteur ou un aveugle.

La France est devenue passive, comme elle l'a toujours été devant cette nouvelle formule de déportation.

Dans le dessin d'apaiser les scrupules de conscience — en admettant chimériquement qu'il en ait une — le gouvernement se dit qu'après tout, les Tignards ne méritent pas la mansuétude que l'on témoigne à leur endroit, et, stipulant des plaintes solides, il fait courir un bruit, selon lequel les paysans en question seraient de fiers fainéants, ne vivant que de la contrebande et du marché noir.

C'est faux, cyniquement faux. Mais bientôt, si l'on n'y prend garde, si les malheureux « indésirables » persistent dans leur refus, on mobilisera la fâcheuse police, voire la force armée.

Et nous pourrions alors voir ces butors de pandores arracher par la force de braves et honnêtes paysans d'un petit bout de mur qui leur tient tant à cœur.

DE LA DIMINUTION DES PRIX par l'accroissement de la production

La C.G.T. a basé sa revendication des 25 % — déjà largement dépassée dans certains secteurs — sur l'augmentation de la production qui devrait, d'après elle, susciter une baisse des prix de revient se répercutant alors sur les prix de vente. Sa ridicule et criminelle position lui fut dictée par son déshonneur aux chefs communistes, traités aux ouvriers imprimeurs parisiens, aux employés de banque lyonnais, aux postiers, etc., etc., à toute la classe ouvrière enfin.

Or le camarade Marcel Paul, de la Production industrielle, entre deux réceptions mondaines auxquelles sont conviés de plus en plus les « Excellences » communistes, fait paraître un bulletin hebdomadaire de l'activité économique de la semaine qui dément catégoriquement les affirmations et prévisions de la C.G.T.

La production globale des industries du verre est passée comme suit, pour le mois de juillet 1946, par rapport à 1938 :

Flaconnage mécanique	100 %
Hygiène, verr. ind., divers.	100 %
Bouteilles, bombonnes	103 %
Laboratoires	111 %
Boiteletterie mécanique	116 %
Verres divers	144 %
Bocaux verts	157 %
Ampoules et tubes divers	160 %
Verres coulés	232 %
Verres à vitres	238 %
Bocaux blancs	296 %

Il ne nous est pas parvenu que les prix de ces articles, dont la production est si nettement supérieure à celle de 1938, aient subi une diminution quelconque entre la période de pénurie complète et le mois d'août 1946.

Mais Marcel Paul l'inconscient nous fournit d'autres arguments plus éloquentes encore dans la rubrique de l'industrie du caoutchouc. Dans le même mois de juil-

let 1946, les articles suivants ont augmenté leur production, par rapport à 1938 :

Caoutchouc industriel	137,5 %
Tubes et boyaux	101 %
Courroies	101 %
Articles de remblaiement	143 %

Pneumatiques : Pneus auto, moto, avion... 111 % Pneus vélos... 108 %

Or, le pneu de vélo, en particulier, a subi une hausse des prix considérable depuis un an. Cependant, l'augmentation de la production, depuis douze mois, est très sensible, ayant plusieurs fois doublé... Marcel Paul, les pontifes de

la C.G.T. et du parti communiste pourraient-ils nous donner les raisons de ce démenti formel par les faits à leur théorie hypocrite ?

Mais il y a mieux encore. La production de pâtes à papier a fait, en juin, un immense bond en avant qui la place, par rapport à 1938, pour la pâte mécanique, à 78 %, pour la pâte chimique, à 96 %.

Or, c'est précisément l'instant que choisit le Comité de Régulation des prix pour élever le prix du papier de 40 % ainsi que le signalait le « Libertaire » n° 4411... Peut-il y avoir plus belle réfutation de la théorie communiste des chefs communistes et de la C.G.T. que la simple divulgation de ces chiffres officiels, en provenance de ministères communistes ?

Ne sommes-nous pas fondés à poser cette question, à laquelle il faudra bien répondre : la C.G.T. a-t-elle trahi la classe ouvrière ?



LE SYNDICALISME

Le cheval de Troie de la C.G.T.



Un certain André Luquet, secrétaire de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne, a pondu dans « Les Nouvelles Économiques », du 30 août 1946, un article qui serait à reproduire en entier. La pauvreté étonnante du style le dispute à une inconscience manifeste et à un mépris visible des travailleurs. Le dénommé Luquet doit écrire comme il parle, ce



qui n'est pas toujours heureux, surtout lorsqu'on prétend traiter les sujets de l'économie sociale.

Oyez donc un exemple du pur français de ce syndicaliste égaré dans des colonnes singulièrement indulgentes pour le maladroït : « D'aucuns prétendent que cette conjonction est impossible, nous prétendons que si, par la contraction de la marge des profits ». Cet autre encore : « Tous ceux qui sont honnêtes n'ont rien à craindre de l'action de nos commissions, au contraire, elles les aideront à lut-

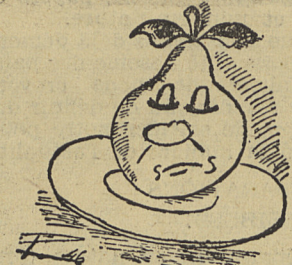
ter contre les trafiquants ». C'est le style particulièrement à l'honneur dans « L'Humanité » et qui fait douter — à juste titre — de l'élévation intellectuelle de ses rédacteurs.

Ajoutons, à ces... erreurs de goût épistolaire, la joie évidente du Luquet en question à émailler cet écrit des clichés les plus typiques de réunions publiques, dont, le moins qu'on en puisse dire, est qu'ils n'ont vraiment pas leur place dans un journal qui, jusqu'alors et par ailleurs, n'avait jamais donné droit d'asile aux pitres de cette sorte.

« A la Confédération Générale du Travail, nous pouvons dire fièrement que nous avons fait tout notre devoir... » L'effort de production était donc un devoir national (sic), mais il était aussi bénéficiaire aux travailleurs qui, par l'action syndicale, pouvaient prétendre à une part de plus en plus grande des richesses, fruit de leur travail ». « Nous considérons que les responsables de cette situation qui, en affamant le pays, visent à créer des troubles, doivent être châtiés durement. »

Terminons par cette perle : les commissions des prix, créées par la C.G.T. « ont pour rôle essentiel de mobiliser la population tout entière pour monter la garde autour des prix ». Oh ! quel langage guerrier et martiale cette période est « envoyée » !...

Nous avons dit que le mépris, dans lequel ce berger tient son troupeau, se reflète dans ses lignes. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à abandonner tout le passé reven-



dicatif de la C.G.T., à renier la valeur hautement combative de la classe ouvrière dans les luttes récentes et à lui enlever tout esprit de compréhension de ses propres intérêts, lorsqu'il ose avouer impudemment que «...des la Libération nous avons engagé toute la classe ouvrière vers l'effort de production... »

La lutte pour la réduction des heures de travail ? Pour un standard de vie toujours plus élevé ? Pour des raisons de solidarité ? Contre les guerres ? Contre le patronat ? Pour la suppression du salariat ? Pour la succession du régime capitaliste ? Notre « minus habens » n'en a cure, une seule chose importe à ses yeux, c'est «...de redonner aux consommateurs la notion de la valeur et aux producteurs et commerçants la notion de l'honnêteté ». L'honnêteté ? Est-ce pour redorer le blason terni du négoce que les travailleurs ont créé la C.G.T. ? Tant de batailles, tant de misères, tant de deuils auront-ils servi pour aboutir à cette pauvre « honnêteté » dans un régime basé sur le vol ?

Modeste saint Georges, notre secrétaire entend baser l'action de la C.G.T. exclusivement sur la lutte contre le dragon des prix et c'est dans le but d'amener le rétablissement de méthodes commerciales honnêtes (sic) que la C.G.T. a préconisé la constitution de commissions d'assainissement des prix et de lutte contre le marché noir ».

FEDERATION ANARCHISTE

CONGRES
DE LA FEDERATION
ANARCHISTE
DU 13 AU 15 SEPTEMBRE 46
A DIJON (Côte-d'Or)

Ordre du jour :

Le 13 : Vérification des mandats, constitution et travail de la Commission des Conflits, préparation et organisation du congrès.

Le 14 : Lecture du compte rendu de la Commission des Conflits.

Rapports : Moral, « Le Libertaire », financier, relations

A PRENDRE NOTE POUR LE CONGRÈS

Les 13, 14, 15 septembre 1946, aura lieu à Dijon Côte d'Or (Hôtel des sociétés rue du Docteur Chausser, salle Grangier) le congrès ordinaire de la Fédération anarchiste.

Le Lien n° 7 est mis en vente. Il contient des informations sur la marche de l'organisation et des propositions de groupe devant être discutées par les militants avant le congrès du 30 mars, plus 3 francs pour frais d'envoi.

Une annexe au Lien n° 7 est sortie qui contient différentes études des rapports. En prévision des délégations régionales au futur conseil inter régional dont le mode de nomination sera défini au congrès, les militants sont invités à se reporter à l'étude développée dans le Lien n° 6, sur la constitution des régions, au moyen de laquelle ils pourront se situer sur cette question.

Pour compléter la documentation nécessaire à la discussion, les militants sont informés que nous tenons à leur disposition le compte rendu complet du congrès de 1945 au prix de 15 frs. Pour les Chambres et les repas pour le congrès, s'adresser directement au camarade Paul Camus à Ouges près de Dijon (Côte d'Or). Mais maintenant nous demandons les formules de mandat (un exemplaire sera conservé par le délégué du groupe, l'autre envoyé au siège de « Libertaire » 145 quai de Valmy, Paris 20) à l'adresse de la vérification des mandats fonctionnera dès l'ouverture du congrès.

GROUPES DE PROVINCE

Pour nous permettre le contrôle de notre fichier d'expédition « Libertaire » à la province, prière à tous les camarades secrétaires de province de nous rappeler par une lettre le nombre des journaux que nous aurons à leur expédier et le nom et adresse du camarade destinataire.

Mentionner également, s'il vous plaît, nous en adresse de trésorier et du secrétaire du groupe.

PROPOSANDS ANTELECTORALE

Nous rappelons aux groupes et aux militants isolés que nous tenons à leur disposition des affiches à raison de 3 francs pièce et des tracts à 40 francs le cent. De nouveaux papillons collants seront édités incessamment.

Diffusion du « Libertaire »

L'administration du journal rappelle aux militants qu'ils tiennent à leur disposition (gratuite et timbrée) des copies des affichettes publicitaires pour faire connaître notre journal. Nous demandons des cartes de contrôle de presse au moyen desquelles les camarades pourront contrôler si le journal est bien mis en vente partout où il est déposé et si la répartition répond bien aux besoins.

Région parisienne

Le trésorier de la deuxième région invite de façon pressante les trésoriers de groupes à le rencontrer au 145, quai de Valmy, le samedi après-midi 7 septembre, pour la mise à jour de la trésorerie ou le cas échéant, lui remettre le matériel non employé.

PUTAUX. — Nous prions les camarades du groupe de venir sans faute à la permanence provisoire, café « Chez Dédé », 8, rue Denis-Papin, à Putaux, le vendredi 8 septembre, à 20 h. 30.

SEVRAN. — Réunion du groupe vendredi

internationales, école de propagande, organisation, propagande.

Audition des rapporteurs sur tous les sujets parus dans le Lien n° 7 et annexe.

Le 15 : Discussions sur les différents rapports. Constitution du Conseil inter régional et nomination des responsables des divers organismes devant remplacer l'ancienne Commission Administrative dont l'existence ne pouvait être que provisoire (voir Lien n° 6 et 7).

Le 13 : grand meeting à 20 heures 30 sur la Constitution.

6 septembre, à 21 heures, au café Savv, place de la Gare.

LYON. — Groupe libre, examen, réunion

le dimanche 15 septembre, à 9 heures du matin, 60, rue de Saint-Jean. Le nouveau bureau est constitué. Appel sera fait des présents.

AVIGNON. — Réunion du groupe le samedi, à 20 h. 45, Bar de l'Hôtel de Ville, place Clemenceau.

CANNES. — Les camarades anarchistes sont invités le 18 septembre à la causerie faite sous les auspices du Club syndicaliste « sur le sujet suivant : « Une méthode scientifique pour l'examen de la question sociale ». Brasserie d'Alsace, 11, boulevard Carrel. Réunion tous les mardis, de 21 à 23 heures.

NANTES. — Permanence tous les lundis, de 18 h. 30 à 19 h. 30, au Café de l'Europe, place du Commerce. Réunion générale jeudi 5 septembre, même adresse.

CHATEAU-DU-LOIR. — Un groupe anarchiste est constitué. Un appel est lancé aux sympathisants et lecteurs du « Lib » S'adresser à R. Beaulieu, Château-du-Loir.

11^e REGION. — Le camarade Respaud ayant été désigné pour représenter la région au Congrès de Dijon, les groupes sont invités à leur faire parvenir les mandats, et leur position respective sur les questions portées à l'ordre du jour du Congrès.

NARBONNE. — Le groupe se réunit tous les vendredis, les lecteurs du « Libertaire », les sympathisants désireux de participer à notre mouvement sont priés de s'adresser au secrétaire : Étienne Louis, route de Carcassonne.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

C. N. T. 2^e UNION REGIONALE, 22, RUE SAINT-AMARTE, PARIS. — Permanence ouverte tous les jours, de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures ; le dimanche de 9 à 12 heures. Adhésions, cotisations, renseignements, librement.

COUSAINVILLE. — Tous les travailleurs de la région de Cousainville, dépourvus de l'attitude de la C.G.T. et désireux de savoir pourquoi s'est constituée la C.N.T., sont invités à assister à la grande réunion qui aura lieu le dimanche 8 septembre, à 10 heures du matin, salle de l'Hôtel de France, à Goussainville. Présence assurée d'un délégué de l'Union régionale.

LYON. — Réunion dimanche 22 septembre, à 9 heures du matin, 60, rue Saint-Jean. Permanence tous les samedis, de 15 h. à 18 h. 30 ; le dimanche, de 9 h. à 11 h. 30.

LE HAVRE. — Permanence le deuxième dimanche de chaque mois, de 18 h. à 19 h. 30, Idéal-Bar, 353, rue Aristide-Briand.

JEUNESSE ANARCHISTE

Nous rappelons que le Congrès des Jeunes Anarchistes se tiendra, le vendredi 13 septembre, à Dijon, même salle que celui de la Fédération Anarchiste.

Vient de paraître :

La vie ardente et intrépide de

LOUISE MICHEL

par Fernand PLANCHÉ

Une page d'histoire, un souffle de vérité, une vie exemplaire.

En vente au « Libertaire » Prix : 120 francs

AU PAYS DES IMPURETES

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Il est donc bien entendu que la Chambre des députés ressemble à s'y tromper à un tas de fumier.

Que le véritable fumier, le fumier humain, celui qui est composé de fiente et d'urine de bestiaux honorables et de paille corrodée, celui qui sert à engraisser la terre et rend de si utiles services à l'agriculture, nous pardonne une pareille compromission... (Et Gaston Bouté aurait été de notre avis.)

Parmi toutes les impuretés que contiennent cette Chambre, il en est une qui se distingue particulièrement par son horreur et sa puanteur, qui se trouve à l'avant-garde de la pourriture, de la putréfaction ; une de ces charognes fétides complètement piquées des vers et dont le seul nous venons prendre au nez, produit un effet analgésique à celui de l'ipéca.

Daladier, Edouard Daladier, de Carpentras. Celui que l'on s'est amusé à appeler le taureau du Vaucluse, par allusion sans doute à la conduite de ces représentants de la race bovine sirot qu'ils apprennent quelque chose de nous.

Et Daladier en taureau consécuteur à horreur de la couleur rouge.

Souvenons-nous de la fougue avec la

quelle en 1939 il fonce comme en avant sur les militants communistes.

Et ce fut rien, hélas ! si ce contentement de l'analyse politique ; du « dictat de Munich », laissant de côté l'analyse sociale, riche en enseignement.

Celle dont nous allons nous charger, modestement.

Un premier à bien cette tâche, il nous faut l'entreprendre un petit voyage dans le pays du passé.

Nous débarquerons en 1936 au moment du triomphe électoral du Front populaire pour apercevoir un Edouard Daladier gauchiste à bloc et fermement décidé — dans ses pérorations évidentes — à susciter le bonheur de la classe ouvrière.

Puis, nous étant tout doucement dirigés vers 1938, nous contemplerons le taureau du Vaucluse en train d'accéder au pouvoir grâce à la confiance et à l'aide des opprimés de France.

Et alors, à cet instant, il nous sera donné de voir ce « défenseur du peuple » se conduire comme se sont toujours conduits les hommes politiques qui se parent d'un si beau titre ; comme ils se conduisent toujours — n'en déplaise aux sincères ?

Le virus morbifique du despotisme commencent son œuvre de corruption. Daladier, le « défenseur du peuple », instaura des camps d'internement — plus connus sous le nom de camps de concentration — destinés à « héberger » (avec des triques de gardes mobiles) les syndicalistes et les anarchistes espagnols, propulsés jusqu'en France par les sanguinaires fascistes franquistes.

Un peu plus tard, ce même « défenseur du peuple » enfanta un monstrueux décret-loi condamnant à des peines variées — y compris la prison — les prolétaires français qui, émus par l'immense détresse de leurs frères espagnols, seraient tentés de leur donner légalement aide. Décret « prévoyant dans les années ; immonde décret attentant au droit d'asile utile jusqu'à alors relativement en France.

Et puis, Daladier s'enfonça de plus en plus dans l'abjection.

Ses trahisons, ses crimes vont croissant, s'amplifiant. Devant les menaces de grève des cheminots, il réquisitionnera — selon la coutume employée en temps de guerre — les compagnies de chemin de fer et, par ce moyen, tiendra sous sa coupe tout le personnel desdites compagnies, lequel, en cas de cessation de travail, tomberait sous le coup de la juridiction la plus sévère.

Aide du crachat Paul Reynaud, il insultera par radio la classe prolétaire (finie la semaine des dix di-

Et les anarchistes, loin d'être des partisans du désordre sont des hommes qui désirent — par une décentralisation complète — substituer les intérêts économiques des peuples opprimés, à l'intérêt politique de quelques porcs — un peu trop gras pour les circonstances actuelles.

N'en déplaise à « L'Époque », un jour viendra — qui n'est peut-être pas si éloigné que d'aucuns se complaisent à le penser — où malgré elle, malgré le capitalisme, la politique, le despotisme même, les théories de Proudhon, de Kropotkin et autres, entreront dans la pratique pour le bonheur des classes enchaînées et misérables.

On ne peut avouer avec plus de candeur, ou de cynisme — que la Centrale syndicale est la dernière ressource d'un capitalisme aux abois. Il fut un temps où cette situation eût été exploitée d'une façon plus digne, plus réaliste, et eût enfin permis la chute du régime. Mais où sont donc les neiges d'antan ?

Avec cinq millions de syndiqués, le colosse aux pieds d'argile n'est pas même capable d'imposer « ses conseils » au ministre du Ravitaillement, ce dont notre Don Qui-chotte se plaint fort amèrement. Mais, sapristi, la C.G.T. a fait aboutir, dans le passé, des revendications autrement sérieuses, plus positives et créatrices, et cela avec une poignée de syndiqués. Seulement, voilà, en ces temps-là, les « dirigeants » devaient scrupuleusement suivre les directives de la masse. Celle-ci n'était pas intoxiquée par les fausses conceptions masochistes qui font d'un énéale composé en majeure partie d'algues et d'imbéciles, cénacle dans lequel s'est égaré un très petit nombre d'hommes intelligents, un directeur impuissant et stérile, qui, hâta d'ailleurs, servilement la porte au fascisme lorsque les fantômes qui s'en réclament auront retrouvé le courage et les appuis qui leur font défaut en ce moment.

D'avoir roulé de concessions en compromissions, tous les Luquet syndicalistes ont finalement perdu leur foi en la réelle des travailleurs. Le plus grave est qu'ils entraînent dans leur scepticisme un nombre élevé de salariés déjà enclins naturellement au découragement. L'un des rôles de la C.G.T. est précisément de galvaniser les masses pour empêcher de prévenir les défaillances et de conduire les travailleurs au combat quotidien et sans merci.

En tournant le dos au but réel pour lequel la C.G.T. fut fondée, en éparpillant les efforts dans des objectifs secondaires, mesquins et honorifiques, les pontifes de l'organisation ouvrière ont trahi le prolétariat et mérité la leçon que l'avenir prochain leur réserve.

Les politiciens et les magnats des États-Unis ont déclaré — et continuent à affirmer — être entrés dans cette guerre sans aucune ambition ou visée mercantiles. Pourquoi faut-il alors que le général Mac-Arthur ait imposé au printemps un plan d'après lequel les filatures japonaises doivent recevoir, avant la fin de la saison cotonnière 1945-46,

manches) et grignotera petit à petit, sadiquement, toutes les victoires remportées sur le Japon en 1945.

Il ira jusqu'à envisager la semaine de 54 heures de travail et la division de la période de vacances. Enfin, sous prétexte de sécurité intérieure il pourchassera, arrêtera et livrera à l'hystérie de la « mobile », les militants communistes, les plus bruyants, ses amis de la veille.

Bientôt, sonnera l'heure de l'invasion nazie.

Daladier se verra jugé, condamné, déporté outre-Rhin.

D'où hélas, il reviendra (tandis que bon nombre de ses victimes y périront) pour se présenter à nouveau aux élections, et trouver un nombre convenable de bêtises susceptibles de voter pour lui.

En voilà terminée l'analyse complète de l'anarchisme purulent Daladier.

Anarchisme — tout est possible n'est-ce pas — court la chance de redevenir un jour le maître tout puissant de la très douce France.

A moins que tous les opprimés...

En raison de l'abondance des matières, nous avons dû reporter à la semaine prochaine notre rubrique : « Dans l'Internationale Anarchiste ».

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.

Bournez Henri, 8, rue de la Solidarité, Paris-19.

A PARIS TRAVAILLEURS MUNICIPAUX aux ateliers de la rue de Meaux

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.

Bournez Henri, 8, rue de la Solidarité, Paris-19.

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.

Bournez Henri, 8, rue de la Solidarité, Paris-19.

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.

Bournez Henri, 8, rue de la Solidarité, Paris-19.

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.

Bournez Henri, 8, rue de la Solidarité, Paris-19.

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.

Bournez Henri, 8, rue de la Solidarité, Paris-19.

Le personnel de l'atelier municipal 66, rue de Meaux, réuni le 26 août, proteste énergiquement contre le décret paru au « B.M.O. » du 15-16 août 1946 et applicable au 1^{er} juin 1946, qui fixe la durée de travail à 45 heures et qui, de ce fait, abolit la semaine de 40 heures pour tous les services publics. Ainsi se crée en France deux catégories de travailleurs, dont l'une est rétribuée en heures supplémentaires à la 4^{re} et l'autre à la 4^{re}.

Le personnel se refuse à être traité en inférieur, par rapport aux camarades de l'industrie privée.

Il exige que les organisations syndicales, dépourvues de toute tutelle politique, mènent une campagne énergique pour en finir une fois pour toute avec tous les décrets-lois de misère et de famine.

Ce ne pourra être fait que par l'action directe.

Vivent les 40 heures en cinq jours ! A bas les 45 heures !

P. S. — Camarades des services publics qui êtes dégoûtés par le sabotage, toutes nos revendications par la C.G.T., venez rejoindre les camarades au Syndicat C.N.T., adhérent à l'Association internationale des Travailleurs.